

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 10 MARS 1921.

1° Proposition de loi ayant pour objet l'agrandissement de la ville de Bruxelles en vue de l'extension des installations maritimes,

2° Proposition de loi relative à l'unification de la capitale.

3° Proposition de loi organisant le district métropolitain de Bruxelles (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. MAX

MESSIEURS,

Une proposition de loi due à l'initiative de feu M. le Sénateur Hanrez et déposée en séance du Sénat du 8 mars 1911, tendait à l'annexion à la ville de Bruxelles d'une partie des territoires de Schaerbeek, de Laeken, de Neder-Over-Heembeek, de Haren et de Machelen longeant le canal maritime.

Cette proposition était motivée par la nécessité des extensions des installations maritimes de Bruxelles.

Elle fut frappée de caducité par la dissolution des Chambres en 1912 et représentée par son auteur en séance du Sénat du 23 mai 1913.

Le Conseil provincial du Brabant, appelé à émettre son avis, se prononça contre la proposition et exprima le vœu d'être saisi d'un projet de loi « ayant fait l'objet d'études rationnellement conduites, selon des vues d'ensemble, exemptes d'esprit particulariste ».

En séance du 7 mai 1919, le Sénat émit le vœu de voir constituer une Commission pour l'étude du problème de l'unification des territoires avoisinant les installations maritimes de Bruxelles. Cette Commission fut constituée par arrêté ministériel du 1^{er} octobre 1919. Elle vota, le 19 janvier 1920, une résolution proposant l'annexion à Bruxelles des communes de Molenbeek-

(1) Propositions de loi, n° 107, 183 et 216 (session de 1919-1920).

(2) La Commission était composée de M. Brunet, président, Bertrand, Brugmann, Cocq, De Bue, De Bruycker, Doms, Elbers, Hallet, Max, Pussemier, Troclet et Uytendaele.

Saint-Jean, Berchem-Sainte-Agathe, Koekelberg, Jette-Saint-Pierre, Ganshoren, Laeken, Neder-Over-Heembeek, Haren et d'une partie du territoire de Schaerbeek.

En séance de la Chambre des Représentants du 24 février 1920, l'auteur du présent rapport déposa une proposition de loi en vue de réaliser le vœu émis par la Commission. Il compléta ensuite cette proposition en adjoignant aux territoires dont l'annexion était demandée les communes d'Etterbeek, de Woluwe-Saint-Lambert, de Woluwe-Saint-Pierre, de Watermael-Boitsfort et d'Auderghem.

Le 24 mars 1920, M. Hallet déposa de son côté une proposition de loi incorporant au territoire de Bruxelles toutes les communes de l'agglomération et étendant même l'annexion aux communes d'Evere et de Dilbeek.

Enfin, M. De Bue, dans la séance du 13 avril 1920, présenta une proposition de loi tendant à la réunion des seize communes de l'agglomération bruxelloise en un district métropolitain.

Ces trois propositions furent renvoyées par la Chambre à une Commission spéciale qui émit le vœu de voir le Conseil provincial donner son avis par application de l'article 83 de la loi provinciale sur la proposition déposée par l'auteur du présent rapport.

En séance du 29 décembre 1920, le Conseil provincial « tout en donnant » un avis favorable au projet en discussion, émit le vœu formel de voir le » Gouvernement le compléter à bref délai par le dépôt d'un projet d'annexion complet des communes limitrophes ».

L'annexion à Bruxelles de toutes les communes de l'agglomération et même d'une partie d'entre elles rencontra dans les faubourgs une très vive résistance.

D'autre part, la proposition de M. De Bue ne fut pas accueillie avec faveur par la ville de Bruxelles celle-ci craignant, si elle restait enfermée dans ses bornes actuelles, d'être annihilée au sein d'un conseil métropolitain où elle se trouverait toujours en minorité devant une coalition des communes-faubourgs.

Il n'est pas contestable que pour prendre l'importance digne d'une capitale et remplir tous les objets de sa mission, la ville de Bruxelles doit pouvoir s'agrandir. Enfermée dans ses limites étroites, elle est condamnée à un rang secondaire vis-à-vis de communes suburbaines dont rien n'entrave le développement. Il semblerait logique d'admettre un accroissement rationnel du territoire de la ville et d'établir entre elle et les faubourgs qui subsisteraient à ses côtés un régime facilitant le règlement des intérêts qui sont communs à toute l'agglomération.

Il ne faut pas non plus que le problème soit résolu dans des conditions qui n'auraient pour conséquence que d'endosser des charges à Bruxelles. Tel serait le cas si un accroissement trop étendu se réalisait exclusivement du côté de l'ouest de l'agglomération et ne visait que des communes dont la situation financière est obérée. La charge qui en résulterait pour la ville devrait, semble-t-il, être compensée par l'incorporation de certaines communes offrant plus de ressources.

La résistance qu'a rencontrée une large solution du problème et l'urgence d'un règlement au moins provisoire de la question avant les prochaines élections communales, ont déterminé la Commission à en revenir à l'idée d'un agrandissement de la ville de Bruxelles réduit au strict minimum et n'ayant en vue que les exigences résultant des extensions indispensables des installations maritimes.

Le Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes, ayant reconnu les difficultés de l'entrée des navires de mer dans le port de Bruxelles par suite de l'impossibilité d'ouvrir plus fréquemment le pont-rail de Laeken sans compromettre le trafic du chemin de fer, vient d'émettre l'avis que le port actuel de Bruxelles, dans un avenir prochain, ne pourrait plus servir qu'à la navigation fluviale et que le seul moyen de remédier à la situation serait l'établissement d'un avant-port susceptible de développements successifs, en aval de ce pont-rail.

Afin d'éviter que les installations maritimes de la Capitale ne soient disséminées sur le territoire de plusieurs communes, il est donc nécessaire d'annexer, dans le plus bref délai possible, à Bruxelles, les communes riveraines du canal et sur le territoire desquelles l'avant-port devra être établi. C'est ce que la Commission propose de décider, en limitant l'agrandissement de Bruxelles aux communes de Laeken, Neder-Over-Heembeek et Haren, à la parcelle de Schaerbeek située entre le canal maritime et la ligne du chemin de fer et à l'enclave de la commune de Molenbeek-Saint-Jean s'étendant entre la Senne et l'Allée Verte.

Quant au régime à créer en vue de régler d'une manière plus rationnelle les rapports entre la Capitale et ses faubourgs, la majorité de la Commission s'est ralliée au principe des amendements déposés à la proposition de M. De Bue par l'auteur du présent rapport, étant bien entendu que ceux-ci ne pourront être régulièrement adoptés par la Commission, puis soumis au vote du Parlement qu'après qu'aura été modifié, dans le sens admis par la Commission des XXI, l'article 108 de la Constitution déclaré sujet à révision.

Le texte de ces amendements est reproduit ci-après.

Le Rapporteur,

ADOLPHE MAX.

Le Président,

EMILE BRUNET.

Amendements à la proposition de loi de MM. DE BUE et consorts,
ayant pour objet l'organisation d'un district métropolitain de Bruxelles
(Document n° 216, 1920).

ARTICLE PREMIER.

La Ville de Bruxelles et les communes d'Anderlecht, Auderghem, Etterbeek, Forest, Ixelles, Jette-Saint-Pierre, Koekelberg, Molenbeek-Saint-Jean, Saint-Gilles, Saint-Josse-ten-Noode, Schaerbeek, Uccle, Watermael-Boitsfort, Woluwe-Saint-Lambert forment ensemble l'agglomération bruxelloise.

Des communes limitrophes de l'agglomération bruxelloise pourront y être incorporées par arrêté royal pris de l'avis conforme du conseil communal de la commune intéressée ainsi que des conseils communaux représentant les $\frac{2}{3}$ au moins des communes et les $\frac{3}{4}$ au moins de la population de l'agglomération sur la base du dernier recensement décennal.

ART. 2.

Il est constitué, pour l'agglomération bruxelloise, un Conseil intercommunal. Ce Conseil est formé de délégués choisis dans leur sein par les Conseils communaux de la Ville de Bruxelles et des communes énumérées à l'article 1^{er} proportionnellement à la population de celles-ci, telle qu'elle est déterminée par le dernier recensement décennal.

Il y aura un délégué par 15,000 habitants ou par fraction supérieure à 7,500 habitants. La durée du mandat de délégué est égale à la durée du mandat de conseiller communal.

Le bourgmestre de la ville de Bruxelles et les bourgmestres des communes énumérées à l'article 1^{er} siègent de plein droit dans le conseil intercommunal, mais ils n'y ont que voix consultative s'ils n'ont pas été désignés comme délégués. En cas d'absence ou d'empêchement, ils sont représentés par l'échevin qui les remplace.

Les membres du conseil intercommunal cessent de faire partie de celui-ci s'ils perdent la qualité en laquelle ils ont été appelés à y siéger.

ART. 3.

Les élections pour le conseil intercommunal ont lieu, au plus tard, quinze jours après l'entrée en fonctions des conseils communaux.

Un arrêté royal réglera l'organisation de ces élections et y fera application du principe de la représentation proportionnelle.

ART. 4.

Le bourgmestre de Bruxelles ou l'échevin qui le remplace préside le Conseil intercommunal.

Le Secrétaire de la Ville ou le fonctionnaire qui le remplace remplit les fonctions de secrétaire du Conseil intercommunal.

Il peut y avoir pour l'agglomération bruxelloise un receveur. Ce fonctionnaire est nommé par le Conseil intercommunal.

ART. 5.

Le Conseil siège à l'Hôtel de ville de Bruxelles. Il s'assemble toutes les fois que l'exigent les affaires comprises dans ses attributions.

Il est convoqué par le Président.

Sur la demande d'un tiers des membres en fonctions, le Président est tenu de le convoquer aux jour et heure indiqués.

ART. 6.

Les articles 63, 64, 65 alinéas 2 et 3, 66, 67, 68, 69, 72, 73 et 74 de la loi communale sont applicables aux réunions et délibérations du Conseil intercommunal.

ART. 7.

Les séances du Conseil intercommunal sont publiques. Toutefois, les deux tiers des membres présents pourront, pour des considérations d'ordre public ou à cause d'inconvénients graves, décider que la séance sera tenue à huis-clos.

La publicité est interdite dans tous les cas où il s'agit de questions de personnes. Dès qu'une question de ce genre est soulevée, le président prononce le huis-clos et la séance ne peut être reprise en public que lorsque la discussion de cette question est terminée.

ART. 8.

Chaque année, le bureau exécutif, dont il sera question à l'article 11, fera, dans une séance à laquelle le public sera admis, un rapport sur l'administration et la situation des affaires de l'agglomération bruxelloise. Copie de ce rapport sera adressée à la Députation permanente du Conseil provincial et aux Conseils communaux de l'agglomération bruxelloise.

ART. 9.

Le Conseil intercommunal statue sur les objets déclarés d'intérêt intercommunal par délibérations concordantes de tous les conseils communaux de l'agglomération bruxelloise.

Si les conseils communaux représentant les $\frac{2}{3}$ au moins des communes

et les $\frac{3}{4}$ au moins de la population de l'agglomération sur la base du dernier recensement décennal, ont décidé qu'un objet est déclaré d'intérêt intercommunal, le Roi peut, après avoir pris l'avis de la Députation permanente du Conseil provincial, et nonobstant l'opposition ou l'abstention des autres conseils communaux, attribuer, pour cet objet, compétence au Conseil intercommunal.

Un objet déclaré d'intérêt intercommunal perdra ce caractère moyennant les conditions spécifiées ci-dessus et sans préjudice des droits acquis.

Le Conseil intercommunal peut proposer aux conseils communaux de l'agglomération de décider qu'un objet est déclaré d'intérêt intercommunal. Les Conseils communaux sont tenus de délibérer sur ces propositions dans le délai d'un mois après réception de celles-ci au siège de l'administration communale. A défaut de décision dans ce délai par un Conseil communal, l'adhésion de celui-ci à la proposition est considérée comme acquise.

ART. 10.

Les délibérations du Conseil intercommunal sur les objets qui lui ont été attribués sont, quant aux approbations ou annulations, soumises aux mêmes règles que celles établies par la loi pour les délibérations des conseils communaux.

Elles ont force obligatoire dans toutes les communes de l'agglomération.

Elles sont notifiées par le président à chacun des conseils communaux, lesquels sont tenus de les entériner et de porter au budget de la commune, comme dépenses obligatoires, les charges que comporte la participation de cette commune à leur exécution,

Le prorata de la participation incombant à chaque commune est déterminé par le Conseil intercommunal en ayant égard pour $\frac{1}{4}$ au chiffre de la population sur la base du dernier recensement décennal et pour $\frac{3}{4}$ au montant des contributions directes au profit de l'État et de la Province dues pour l'exercice budgétaire antérieur par l'ensemble des habitants de la commune.

En cas de refus ou de désaccord sur la proportion des charges à supporter, il est statué conformément à l'article 132 de la loi communale par la Députation permanente du Conseil provincial, sauf recours au Roi soit de la part d'un Conseil communal de l'agglomération, soit de la part du Conseil intercommunal.

ART. 11.

L'exécution des délibérations du Conseil intercommunal est confiée à un bureau exécutif composé du bourgmestre de la Ville de Bruxelles ou de l'échevin qui le remplace et de quatre membres élus par le Conseil intercommunal.

La durée du mandat des membres du bureau exécutif est égale à la durée du mandat de délégué. Les membres du bureau exécutif cessent de faire partie de celui-ci s'ils perdent la qualité de délégué.

Ce bureau nommera, suspendra et révoquera les agents dont il jugera le concours nécessaire, sauf ceux dont le Conseil intercommunal se sera réservé la nomination.

Le bureau exécutif pourra ester en justice, tant en demandant qu'en défendant, et conclure des conventions au nom du Conseil intercommunal, en exécution des délibérations de celui-ci.

ART. 12.

Le Conseil intercommunal établit chaque année, sur la proposition du bureau exécutif, le budget du prochain exercice ainsi que le compte des recettes et dépenses de l'exercice écoulé. Le budget et le compte sont soumis à l'approbation de la Députation permanente du Conseil provincial, sauf recours au Roi par le Conseil intercommunal, en cas de refus d'approbation.

ART. 13.

En ce qui concerne les travaux intéressant à la fois plusieurs communes de l'agglomération, le Conseil intercommunal peut prendre l'initiative des propositions à soumettre au Conseil provincial, en exécution de l'article 79 de la loi provinciale.

Le Conseil provincial, en faisant application du dit article, prend l'avis préalable du Conseil intercommunal, outre celui des communes intéressées. Le droit de recours reconnu à celles-ci peut être exercé dans les mêmes conditions par le Conseil intercommunal.

ADOLPHE MAX.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 10 MAART 1921.

- 1° Wetsvoorstel tot vergrooting der stad Brussel met het oog op de uitbreiding der haveninrichtingen.
- 2° Wetsvoorstel betreffende de vereeniging van Brussel en omliggende gemeenten tot ééne hoofdstad.
- 3° Wetsvoorstel tot inrichting van het metropolitaansch district van Brussel (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER MAX.

MIJNE HEEREN,

Een wetsvoorstel, uitgaande van wijlen Senator Hanrez en ingediend ter vergadering van den Senaat van 8 Maart 1911, had ten doel een gedeelte van het grondgebied van Schaarbeek, Laken, Neder-over-Heembeek, Haren en Machelen, langs het zeekanaal, in te lijven bij de stad Brussel.

Dit wetsvoorstel steunde op de noodzakelijkheid van de uitbreiding der haveninrichtingen van Brussel.

Het verviel ten gevolge van de Kamerontbinding in 1912 en werd opnieuw ingediend door den heer Hanrez in de Senaatsvergadering van 25 Mei 1913.

De Provinciale Raad van Brabant, aangezocht daarover advies uit te brengen, verklaarde zich tegen het voorstel en drukte den wensch uit, dat hem zou voorgelegd worden een wetsontwerp « oordeelkundig bestudeerd, hebbende een algemeene strekking en vreemd aan elken particularistischen geest ».

Ter vergadering van 7 Mei 1919 drukte de Senaat den wensch uit, dat eene Commissie zou tot stand komen om het vraagstuk van de vereeniging der grondgebieden in de omgeving van de Brusselsche haveninrichtingen te onderzoeken. Deze Commissie werd bij ministerieel besluit van 1 October 1919 ingesteld. Op 19 Januari 1920 schonk zij hare goedkeuring aan een voorstel tot vereeniging met Brussel van de gemeenten Sint-Jans-Molenbeek,

(1) Wetsvoorstellen, n° 107, 185 en 216 (zittingsjaar 1919-1920).

(2) De Commissie bestond uit de heeren Brunet, voorzitter, Bertrand, Brugmann, Cocq, De Bue, De Bruycker, Doms, Elbers, Hallet, Max, Pussemier, Troclet en Uytroever.

Sint-Agatha-Berchem, Koekelberg, Sint-Pieters-Jette, Ganshoren, Laken, Neder-over-Heembeek, Haren en van een gedeelte van Schaarbeek.

In de vergadering van de Kamer der Volksvertegenwoordigers dd. 24 Februari 1920 werd door den schrijver van dit verslag een wetsvoorstel ingediend tot het verwezenlijken van den wensch der Commissie. Daarna vulde hij dit wetsvoorstel aan door de gemeenten Etterbeek, Sint-Lambrechts-Woluwe, Sint-Pieters-Woluwe, Watermael-Boschvoorde en Audergem te voegen bij de gemeenten, waarvan de inlijving reeds gevraagd werd.

Op 24 Maart 1920 diende de heer Hallet, zijnerzijds, een wetsvoorstel in tot inlijving bij het grondgebied van Brussel van al de gemeenten der agglomeratie, zelfs van de gemeenten Evere en Dilbeek.

Ten slotte, werd, in de vergadering van 15 April 1920, een wetsvoorstel tot vereeniging van de zestien gemeenten der Brusselsche agglomeratie in een metropolitaansch district voorgelegd door den heer De Bue.

Deze drie wetsvoorstellen werden door de Kamer verwezen naar eene Bijzondere Commissie; deze drukte den wensch uit, dat, bij toepassing van artikel 83 der provinciale wet, de Provinciale Raad zijn advies zou uitbrengen over het wetsvoorstel ingediend door den steller van dit verslag.

In de vergadering van 29 December 1920 bracht de Provinciale Raad « den uitdrukkelijken wensch uit, terwijl hij zich tevens verklaarde voor » het behandelde wetsvoorstel, dat de Regeering binnen korten tijd dit » voorstel zou aanvullen door het indienen van een ontwerp tot geheele » inlijving der aangrenzende gemeenten bij de stad Brussel ».

De inlijving van al de gemeenten der agglomeratie en zelfs van slechts eenige onder haar bij de stad Brussel werd door de voorsteden hevig bestreden.

Anderdeels mocht het voorstel van den heer De Bue geen gunstig onthaal erlangen bij de stad Brussel, daar deze, indien zij door hare huidige grenzen omsloten blijft, vreest dat zij geen invloed hebben zou in een metropolitaanschen raad, waar zij steeds in minderheid zou zijn tegenover een samengaan van de voorsteden.

Wil de stad Brussel het aanzien verwerven, waardig van eene hoofdstad, en wil zij als zoodanig hare zending ten volle vervullen, dan is het onbetwistbaar dat zij zich moet kunnen uitbreiden. Omsloten door hare enge grenzen, is zij veroordeeld tot een ondergeschikten rang tegenover de voorsteden, waarvan de uitbreiding door niets wordt belemmerd. Logischerwijs zou men eene oordeelkundige uitbreiding van het grondgebied der stad moeten aannemen en tusschen haar en de voorsteden, welke naast haar zouden voortbestaan, eene regeling tot stand brengen, waardoor de bevordering van de gemeenschappelijke belangen der gansche agglomeratie wordt vergemakkelijkt.

Het vraagstuk mag ook niet worden opgelost op zulke wijze dat er slechts lasten aan de stad Brussel zouden opgelegd worden. Dat zou het geval zijn, moest eene al te groote uitbreiding geschieden uitsluitend langs den weste

lijken kant der agglomeratie en slechts gemeenten omvatten, welke zich in een bezwaarlijken financieelen toestand bevinden. De last, welke daaruit voor de stad zou ontstaan, dient, naar het voorkomt, te worden vergoed door de inlijving van sommige meer bemiddelde gemeenten.

De weerstand, waarop eene ruim opgevatte oplossing van het vraagstuk heeft gestuit, en de dringendheid van eene, al ware het slechts voorloopige regeling van het vraagstuk vóór de eerstkomende gemeenteraadsverkiezingen hebben de Commissie er toe gebracht, terug te komen tot het denkbeeld van eene vergrooting der stad Brussel, welke tot het streng noodige zou beperkt zijn en slechts zou geschieden ter wille van de noodzakelijke en onontbeerlijke uitbreiding der haveninrichtingen.

De Minister van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafen, na te hebben erkend hoe moeilijk de zeeschepen toegang hebben tot de haven van Brussel, en wel omdat men de spoorbrug te Laken niet herhaaldelijk kan openen zonder het spoorwegverkeer te belemmeren, bracht de meening uit dat de huidige haven van Brussel eerlang nog slechts voor de binnenscheepvaart zou kunnen dienen en dat het eenige middel om den toestand te verhelpen zou bestaan in het aanleggen van eene voorhaven, beneden die spoorbrug, voorhaven welke geleidelijk zou kunnen uitgebreid worden.

Om te vermijden dat de zeevaartinrichtingen der hoofdstad tot het grondgebied van onderscheidene gemeenten zouden behooren, is het noodzakelijk, de langs de vaart gelegen gemeenten, op welker grondgebied de voorhaven zal moeten aangelegd worden, zoodra mogelijk bij Brussel in te lijven. De Commissie stelt voor, in dien zin te beslissen: de vergrooting van Brussel zou worden beperkt tot de gemeenten Laken, Neder-Over-Heembeek en Haren, tot het gedeelte van Schaarbeek gelegen tusschen het zeekanaal en den spoorweg, en tot den insprong der gemeente Sint-Jans-Molenbeek tusschen de Zenne en de Groen-Dreef.

Wat aangaat de schikking om de betrekkingen tusschen de hoofdstad en dezer voorsteden op meer oordeelkundige wijze te regelen, heeft de meerderheid der Commissie zich aangesloten bij het beginsel der amendementen, door den schrijver van dit verslag ingediend op het voorstel van den heer De Bue: het is wel verstaan, dat deze amendementen alleen dan regelmatig zullen kunnen aangenomen worden door de Commissie en daarna aan het Parlement ter goedkeuring overgelegd worden, wanneer artikel 108 der Grondwet, dat herzien moet worden, gewijzigd zal zijn in den zin, door de Commissie der XXI aangenomen.

De tekst van gezegde amendementen is hierna overgenomen.

De Verslaggever,

ADOLPHE MAX.

De Voorzitter,

EMILE BRUNET.

**Amendementen op het wetsvoorstel van den heer DE BUE c. s.
tot inrichting van het metropolitaansch district van Brussel
(Stuk n^r 216, 1919-1920).**

EERSTE ARTIKEL.

De Stad Brussel en de gemeenten Anderlecht, Auderghem, Etterbeek, Vorst, Elsene, Sint-Pieters-Jette, Koekelberg, Sint-Jans-Molenbeek, Sint-Gillis, Sint-Joost-ten-Noode, Schaarbeek, Ukkel, Watermael-Boschvoorde, Sint-Lambrechts-Woluwe maken te zamen de Brusselsche agglomeratie uit.

Gemeenten, grenzende aan de Brusselsche agglomeratie, kunnen daarbij ingelijfd worden bij Koninklijk besluit genomen op eensluidend advies van den gemeenteraad der betrokken gemeente, alsmede van de gemeenteraden die ten minste $\frac{2}{3}$ van de gemeenten en ten minste $\frac{3}{4}$ van de bevolking der agglomeratie naar de jongste tienjaarlijksche volkstelling vertegenwoordigen.

ART. 2.

Voor de Brusselsche agglomeratie wordt een Intercommunale Raad tot stand gebracht. Deze Raad is samengesteld uit afgevaardigden, door de Gemeenteraden der Stad Brussel en der in artikel 1 vermelde gemeenten gekozen onder hunne leden in verhouding tot hare bevolking, zooals deze is vastgesteld bij de jongste tienjaarlijksche volkstelling.

Er is één afgevaardigde voor elke 15,000 inwoners of voor elke breuk van meer dan 7,500 inwoners. De duur van het mandaat van afgevaardigde is gelijk aan den duur van het mandaat van gemeenteraadslid.

De burgemeester der Stad Brussel en de burgemeesters der in artikel 1 vermelde gemeenten hebben van rechtswege zitting in den Intercommunalen Raad; zij hebben er echter slechts raadgevende stem, indien zij niet als afgevaardigden aangewezen werden. Zijn zij afwezig of verhinderd, dan worden zij vertegenwoordigd door den schepen, die hen vervangt.

De leden van den Intercommunalen Raad houden op, daarvan deel uit te maken, indien zij de hoedanigheid verliezen, krachtens welke zij opdracht kregen om er zitting te nemen.

ART. 5.

Tot de verkiezingen voor den Intercommunalen Raad wordt overgegaan uiterlijk veertien dagen na het in bediening treden van de gemeenteraden.

Een Koninklijk besluit regelt de wijzen, waarop de verkiezingen plaats hebben, en past het beginsel van de evenredige vertegenwoordiging daarop toe.

Art. 4.

De burgemeester van Brussel of de schepen, die hem vervangt, is voorzitter van den Intercommunalen Raad.

De Stadssecretaris of de ambtenaar, die hem vervangt, neemt het ambt van Secretaris van den Intercommunalen Raad waar.

Een ontvanger kan voor de Brusselsche agglomeratie aangesteld worden. Die ambtenaar wordt door den Intercommunalen Raad benoemd.

Art. 5.

De Raad houdt zitting op het Stadhuis te Brussel. Hij vergadert zoo dikwijls als de zaken, die tot zijne bevoegdheden behooren, het vereischen.

Hij wordt opgeroepen door den Voorzitter.

De Voorzitter is verplicht hem, op verzoek van een derde der in bediening zijnde leden, op te roepen voor de aangegeven dag en uur.

Art. 6.

De artikelen 63, 64, 65, lid 2 en 3, 66, 67, 68, 69, 72, 73 en 74 der gemeentewet zijn van toepassing op de vergaderingen en beraadslagingen van den Intercommunalen Raad.

Art. 7.

De vergaderingen van den Intercommunalen Raad worden in het openbaar gehouden. Echter kunnen twee derden van de aanwezige leden, om redenen van openbare orde of op grond van ernstige bezwaren, besluiten dat de vergadering met gesloten deuren zal gehouden worden.

De vergadering mag niet in het openbaar gehouden worden telkens als er sprake is van zaken die personen aangaan. Zoodra eene zoodanige zaak te berde komt, doet de Voorzitter de deuren sluiten en de vergadering kan alleen dan opnieuw in het openbaar gehouden worden wanneer die zaak is afgehandeld.

Art. 8.

Elk jaar brengt het uitvoerend bureel, voorzien bij artikel 11, in eene vergadering, waartoe het publiek wordt toegelaten, verslag uit over het beheer en den toestand van de zaken der Brusselsche agglomeratie. Afschrift van dit verslag wordt aan de Bestendige Deputatie van den Provinciaalen Raad en aan de Gemeenteraden der Brusselsche agglomeratie overgemaakt.

Art. 9.

De Intercommunale Raad beslist over de zaken, welke van intercommunaal belang zijn verklaard bij overeenstemmende beraadslagingen van al de Gemeenteraden der Brusselsche agglomeratie.

Indien de gemeenteraden, die ten minste $\frac{2}{3}$ van de gemeenten en ten minste $\frac{3}{4}$ van de bevolking der agglomeratie naar de jongste tienjaarlijksche volkstelling vertegenwoordigen, hebben beslist dat eene zaak van intercommunaal belang verklaard is, kan de Koning, na het advies van de Bestendige Deputatie van den Provincialen Raad te hebben ingewonnen, en niettegenstaande het verzet of de onthouding van de overige gemeenteraden, voor die zaak bevoegdheid verleen en aan den Intercommunalen Raad.

Eene zaak, van intercommunaal belang verklaard, houdt op, als zoodanig te gelden mits de hierboven gestelde vereischten en onverminderd de verworven rechten.

De Intercommunale Raad kan aan de gemeenteraden der agglomeratie voorstellen te beslissen dat eene zaak van intercommunaal belang verklaard is. De Gemeenteraden zijn verplicht, over die voorstellen te beraadslagen binnen ééne maand na de ontvangst daarvan ten zetel van het gemeentebestuur. Wordt door eenen Gemeenteraad geen beslissing genomen binnen die tijdruimte, dan wordt die raad geacht tot dit voorstel toe te treden.

ART. 10.

Voor de beraadslagingen van den Intercommunalen Raad over de zaken, die hem werden opgedragen, gelden, wat betreft de goedkeuringen of nietigverklaringen, dezelfde regelen als die, door de wet bepaald voor de beraadslagingen van de gemeenteraden.

Die beraadslagingen zijn verbindend in al de gemeenten van de agglomeratie.

Zij worden door den voorzitter ter kennis gebracht van elken der gemeenteraden; deze zijn verplicht ze te bekrachtigen en al de uitgaven, waartoe de deelneming van die gemeente aan de tenuitvoerlegging daarvan aanleiding geeft, op de begrooting der gemeente uit te trekken als verplichte uitgaven.

Het beloop van het aandeel ten laste van elke gemeente wordt door den Intercommunalen Raad vastgesteld met inachtneming, voor $\frac{1}{4}$, van het cijfer der bevolking op grond van de jongste tienjaarlijksche volkstelling en, voor $\frac{5}{4}$, van de rechtstreeksche belastingen ten behoeve van den Staat en van de Provincie, voor het vorig begrootingsjaar verschuldigd door al de inwoners der gemeente te zamen.

Is er weigering of is men het niet eens over het beloop der te dragen lasten, dan wordt door de Bestendige Deputatie van den Provincialen Raad overeenkomstig artikel 152 van de gemeentewet beslist, behoudens beroep bij den Koning hetzij door een Gemeenteraad der agglomeratie, hetzij door den Intercommunalen Raad.

ART. 11.

Met de tenuitvoerlegging der beraadslagingen van den Intercommunalen Raad is belast een uitvoerend bureel, bestaande uit den Burgemeester der

Stad Brussel of den Schepen, die hem vervangt, en uit vier leden verkozen door den Intercommunalen Raad.

De duur van het mandaat der leden van het uitvoerend bureel is gelijk aan den duur van het mandaat van afgevaardigde. De leden van het uitvoerend bureel houden op, daarvan deel uit te maken, indien zij de hoedanigheid van afgevaardigde verliezen.

Dit bureel benoemt, schorst en zet de bedienden af, wier medewerking het noodig acht, behalve die, welke de Intercommunale Raad zich voorbehouden heeft zelf te benoemen.

Het uitvoerend bureel kan in rechten optreden, als eischer of als verweerder, en overeenkomsten namens den Intercommunalen Raad sluiten ter uitvoering van dezès beraadslagingen.

ART. 12.

De Intercommunale Raad stelt elk jaar, op voordracht van het uitvoerend bureel, de begrooting voor het volgende dienstjaar, alsmede de rekening der ontvangsten en uitgaven over het afgelopen jaar vast. De begrooting en de rekening worden aan de Bestendige Deputatie van den Provincialen Raad ter goedkeuring onderworpen, behoudens beroep bij den Koning door den Intercommunalen Raad, ingeval die goedkeuring onthouden wordt.

ART. 13.

Wat betreft de werken, die de verscheidene gemeenten der agglomeratie aanbelangen, kan de Intercommunale Raad het initiatief nemen der aan den Provincialen Raad te onderwerpen voorstellen, ter uitvoering van artikel 79 van de provinciale wet.

De Provinciale Raad wint, wanneer hij dit artikel toepast, het voorafgaande advies in van den Intercommunalen Raad, buiten dit van de betrokken gemeenten. Het recht van beroep, aan deze toegekend, kan door den Intercommunalen Raad op dezelfde wijzen uitgeoefend worden.

ADOLPHE MAX.

**Proposition de loi ayant pour objet
l'agrandissement de la ville de
Bruxelles en vue de l'extension des
installations maritimes.**

Texte proposé par la Commission.

ARTICLE PREMIER.

A partir de la mise en vigueur de la présente loi, les communes de Laeken, Neder-Over-Heembeek et Haren, ainsi que les parties des territoires des communes de Schaerbeek et de Molenbeek-St-Jean respectivement teintées en rose et en vert sur les plans annexés à la présente loi (1) sont incorporées au territoire de la ville de Bruxelles.

ART. 2.

Le nombre des échevins de la ville de Bruxelles est porté à sept.

Un échevin au moins sera pris parmi les conseillers élus pour chacun des districts prévus à l'article 4 de la présente loi.

ART. 3.

Le conseil communal de Bruxelles, y compris le bourgmestre et les échevins, est composé du nombre de membres déterminé par l'article 5 de la présente loi.

Le Conseil, lorsque le Bourgmestre est nommé hors de son sein, n'en reste pas moins composé du nombre de membres fixé ci-dessus.

(1) Ces plans sont déposés au greffe.

**Wetsvoorstel tot vergrooting der stad
Brussel met het oog op de uitbrei-
ding der haveninrichtingen.**

Tekst door de Commissie voorgesteld.

EERSTE ARTIKEL.

De gemeenten Laken, Neder-Over-Heembeek en Haren, alsmede de gedeelten van het grondgebied der gemeenten Schaarbeek en Sint-Jans-Molenbeek, onderscheidenlijk kroenkleurig en groenkleurig getint op de bij deze wet gevoegde plans (1), worden, vanaf het in werking treden dezer wet, bij het grondgebied der stad Brussel ingelijfd.

ART. 2.

Het getal schepenen der stad Brussel wordt gebracht tot op zeven.

Ten minste één schepen wordt benoemd onder de raadsleden, die zijn verkozen voor elk der districten voorzien bij artikel 4 dezer wet.

ART. 3.

De gemeenteraad van Brussel, met inbegrip van den burgemeester en van de schepenen, bestaat uit het getal leden bepaald bij artikel 5 dezer wet.

Wordt de Burgemeester buiten den Raad benoemd, dan blijft de Raad niettemin bestaan uit het hierna bepaald getal leden.

(1) Die plans zijn ter griffie neêrgelegd.

ART. 4.

En vue de l'élection des conseillers et pour ce qui concerne les services de l'État civil, la Ville de Bruxelles est divisée en deux districts.

Le premier district comprend le territoire de la Ville de Bruxelles tel qu'il existait avant la mise en vigueur de la présente loi.

Le deuxième district comprend les anciens territoires de Laeken, de Neder-Over-Heembeek et de Haren et les parties annexées de Schaerbeek et de Molenbeek-Saint-Jean.

ART. 5.

Le nombre de conseillers à élire parmi les éligibles de chaque district est fixé proportionnellement à la population de celui-ci résultant du recensement général et en raison d'un conseiller pour 4,500 habitants, ou pour une fraction de 4,500 habitants, supérieure à 2,250.

Le nombre des conseillers de chaque district sera, lors du renouvellement du Conseil communal, mis en rapport avec le chiffre de la population déterminé par le dernier recensement général.

Tous les électeurs de la ville de Bruxelles concourent ensemble à l'élection.

ART. 6.

Il y a pour la ville de Bruxelles un secrétaire, un secrétaire-adjoint, un receveur et un receveur auxiliaire.

ART. 4.

Voor de verkiezing der raadsleden en voor de diensten van den Burgerlijken Stand wordt de Stad Brussel verdeeld in twee districten.

Het eerste district omvat het grondgebied der Stad Brussel zooals het bestond vóór het in werking treden van deze wet.

Het tweede district omvat het vroeger grondgebied van Laken, dit van Neder-Over-Heembeek en van Haren, alsmede de ingelijfde gedeelten van Schaerbeek en van Sint-Jans-Molenbeek.

ART. 5.

Het getal raadsleden, te verkiezen onder de verkiesbaren van elk district, wordt bepaald in verhouding tot de bevolking daarvan, vastgesteld bij de algemeene volkstelling, en naar evenredigheid van één raadslid voor 4,500 inwoners of voor eene breuk van 4,500 inwoners boven 2,250.

Het getal raadsleden van elk district wordt, bij de vernieuwing van den Gemeenteraad, in verhouding gebracht tot het cijfer der bevolking, bij de jongste algemeene volkstelling vastgesteld.

Al de kiezers der stad Brussel nemen gezamenlijk deel aan de kiezing.

ART. 6.

Voor de stad Brussel zijn er een secretaris, een toegevoegde secretaris, een ontvanger en een hulpontvanger.

ART. 7.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins est chargé de la tenue des registres de l'état civil.

Il désignera pour chacun des districts prévus à l'article 4 de la présente loi un échevin qui remplira les fonctions d'officier de l'état civil et sera particulièrement chargé de faire observer exactement tout ce qui concerne les actes et la tenue des registres.

En cas d'empêchement de l'officier délégué, celui-ci sera remplacé momentanément par le bourgmestre, par un autre échevin ou par un conseiller dans l'ordre des nominations respectives.

ART. 8.

Les règlements et arrêtés, soit du Conseil, soit du Collège, les publications, les actes publics et la correspondance de la Ville de Bruxelles sont signés par le Bourgmestre ou l'Echevin qui le remplace et contre-signés par le secrétaire ou le secrétaire-adjoint.

Le Bourgmestre ou l'Echevin qui le remplace pourra déléguer la signature des documents mentionnés ci-dessus à un ou plusieurs membres du Collège des Bourgmestre et Echevins.

Le secrétaire et le secrétaire-adjoint pourront, avec l'autorisation du Collège des Bourgmestre et Echevins, déléguer le contreseing des documents mentionnés ci-dessus à un ou plusieurs fonctionnaires de l'administration.

ART. 7.

Het College van Burgemeester en Schepenen is belast met het houden van de registers van den burgerlijken stand.

Voor elk der districten, voorzien bij artikel 4 dezer wet, wijst het een schepen aan, die als ambtenaar van den burgerlijken stand optreedt en inzonderheid te zorgen heeft voor het streng naleven van al wat de akten en het houden van de registers betreft.

Bij ontstentenis van den afgevaardigden ambtenaar, wordt deze tijdelijk vervangen door den burgemeester, door een anderen schepen of door een raadslid naar de volgorde van de respectieve benoemingen.

ART. 8.

De reglementen en besluiten, hetzij van den Raad, hetzij van het College, de bekendmakingen, de openbare akten en de briefwisseling der Stad Brussel worden ondertekend door den Burgemeester of den Schepen, die hem vervangt, en medeondertekend door den secretaris of den toegevoegden secretaris.

De Burgemeester of de Schepen, die hem vervangt, kan het onderteekenen van bovengemelde stukken opdragen aan een of meer leden van het College van Burgemeester en Schepenen.

De secretaris en de toegevoegde secretaris kunnen, mits machtiging door het College van Burgemeester en Schepenen, het medeonderteekenen van bovengemelde stukken opdragen aan een of meer ambtenaren van het bestuur.

ART. 9.

Le secrétaire et le secrétaire-adjoint sont nommés, suspendus ou révoqués par le Conseil communal.

ART. 10.

Le tableau du corps communal de la ville de Bruxelles est établi comme suit :

Le Bourgmestre ;

Les Échevins d'après l'ordre des élections, soit dans le Collège échevinal qui sera formé par application de la présente loi, soit dans le Collège échevinal de l'une des communes ou parties de communes réunies par cette loi.

Les Conseillers d'après l'ordre d'ancienneté de services à dater du jour de leur première entrée en fonctions, soit dans le Conseil communal qui sera formé par application de la présente loi, soit dans le Conseil communal de l'une des communes ou parties de communes réunies par cette loi ;

En cas de parité, l'ordre est réglé d'après le nombre de votes obtenus.

ART. 11.

Les biens appartenant aux Administrations des hospices et des Bureaux de bienfaisance des communes réunies par la présente loi forment un seul patrimoine géré par l'Administration des hospices et secours de la ville de Bruxelles. La formation de ce patrimoine sera réglée de façon à ne pas entraîner de confusion entre les biens des Administrations des hospices et ceux

ART. 9.

De secretaris en de toegevoegde secretaris worden door den Gemeenteraad benoemd, geschorst of afgezet.

ART. 10.

De tabel van het gemeentekorps der stad Brussel wordt vastgesteld als volgt :

De Burgemeester ;

De Schepenen naar de volgorde der verkiezingen, hetzij in het Schepencollege tot stand gebracht bij toepassing van deze wet, hetzij in het Schepencollege van eene der krachtens deze wet vereenigde gemeenten of gedeelten van gemeenten ;

De Raadsleden naar de volgorde hunner dienstjaren vanaf den dag hunner eerste indiensttreding, hetzij in den Gemeenteraad tot stand gebracht bij toepassing van deze wet, hetzij in den Gemeenteraad van eene der krachtens deze wet vereenigde gemeenten of gedeelten van gemeenten.

Is er gelijkheid, dan wordt de volgorde bepaald naar het aantal bekomen stemmen.

ART. 11.

De goederen, toebehoorende aan de Besturen van de Godshuizen en Bureelen van Weldadigheid der krachtens deze wet vereenigde gemeenten, maken slechts één vermogen uit ; dat vermogen wordt beheerd door het Bestuur der Godshuizen en der Weldadigheid van de stad Brussel. De vestiging van dit vermogen wordt geregeld derwijze dat zij niet aanleiding geeft tot

des Bureaux de bienfaisance; cette séparation continuera à subsister dans l'avenir.

ART. 12.

L'Administration des hospices et secours de la ville de Bruxelles est confiée à une commission unique qui exerce les attributions conférées par la loi aux Administrations des hospices et aux Bureaux de bienfaisance.

Cette commission est composée de douze membres, nommés par le Conseil communal.

La nomination de la commission a lieu sur deux listes doubles de candidats, présentées, l'une par la commission, l'autre par le Collège des bourgmestre et échevins.

Lors de la mise en vigueur de la présente loi, la commission sera nommée pour la première fois par le Conseil communal sur une liste double de candidats présentée par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

ART. 13.

Les communes de Neder-Over-Heembeek et de Haren, ainsi que les parties des communes de Schaerbeek et de Molenbeek-Saint-Jean incorporées au territoire de Bruxelles sont réunies au canton judiciaire de Laeken, lequel prendra le nom de 4^{me} canton judiciaire de Bruxelles.

Les communes de Ganshoren et de Jette-Saint-Pierre sont réunies au canton judiciaire de Molenbeek-Saint-Jean.

samensmelting van de goederen der Godshuizen en van die der Bureelen van Weldadigheid; in de toekomst blijven deze goederen gescheiden evenals vroeger.

ART. 12.

Het Bestuur der Godshuizen en der Weldadigheid van de stad Brussel wordt opgedragen aan slechts ééne commissie; deze heeft de bevoegdheden, welke door de wet aan de Besturen der Godshuizen en aan de Bureelen van Weldadigheid zijn toegekend.

Die commissie bestaat uit twaalf leden benoemd door den Gemeenteraad.

De commissie wordt benoemd uit twee lijsten van twee kandidaten elk, voorgedragen, de eene door de commissie en de andere door het College van Burgemeester en Schepenen.

Bij het in werking treden dezer wet wordt de commissie voor de eerste maal door den Gemeenteraad benoemd uit eene lijst van twee kandidaten, voorgedragen door het College van Burgemeester en Schepenen.

ART. 13.

De gemeenten Neder-Over-Heembeek en Haren, alsmede de bij het grondgebied van Brussel ingelijfde gedeelten van de gemeenten Schaerbeek en Sint-Jans-Molenbeek worden vereenigd met het rechterlijk kanton Laken, dat voortaan den naam van 4^e rechterlijk kanton van Brussel dragen zal.

De gemeenten Ganshoren en Sint-Pieters-Jette worden vereenigd met het rechterlijk kanton Sint-Jans-Molenbeek.

La compétence de la justice de paix supplémentaire créée par l'article 6 de la loi du 12 août 1911 est étendue au 4^{me} canton judiciaire de Bruxelles.

Les causes pour lesquelles citation a été régulièrement donnée avant que la présente loi soit en vigueur seront continuées devant le juge de paix qui s'en trouvera saisi.

ART. 14.

La Ville de Bruxelles succède aux droits et aux obligations des communes incorporées à son territoire.

Les Conseils communaux de Bruxelles et de Schaerbeek fixeront de commun accord le montant de l'indemnité qui sera allouée à la commune de Schaerbeek pour la cession de la partie de son territoire visée à l'article premier.

Les Conseils communaux de Bruxelles et de Molenbeek-Saint-Jean fixeront de commun accord le montant de l'indemnité qui sera allouée à la commune de Molenbeek-St-Jean pour la cession de la partie de son territoire visée au même article.

En cas de dissentiment entre les Conseils communaux intéressés, la Députation permanente nommera trois commissaires et les chargera de régler les différends sous son approbation et sauf recours au Roi.

ART. 15.

Les règlements et arrêtés de la Ville de Bruxelles et des communes incorporées à son territoire conser-

De bevoegdheid van het aanvullend vrederecht, ingesteld bij artikel 6 der wet van 12 Augustus 1911, geldt voortaan ook voor het 4^o rechterlijk kanton Brussel.

De zaken, waarvoor regelmatig gedagvaard werd vóór het in werking treden van deze wet, worden voortgezet voor den vrederechter, voor wien zij werden aangebracht.

ART. 14.

De Stad Brussel volgt de bij haar grondgebied ingelijfde gemeenten op in hunne rechten en verbintenissen.

De Gemeenteraden van Brussel en Schaerbeek bepalen in onderling overleg het bedrag der schadeloosstelling, welke aan de gemeente Schaerbeek moet uitgekeerd worden wegens afstand van het bij artikel 1 bedoeld gedeelte van zijn grondgebied.

De Gemeenteraden van Brussel en Sint-Jans-Molenbeek bepalen in onderling overleg het bedrag der schadeloosstelling, welke aan de gemeente Sint-Jans-Molenbeek moet uitgekeerd worden wegens afstand van het gedeelte van zijn grondgebied bij gezegd artikel bedoeld.

Zijn de betrokken Gemeenteraden het niet eens, dan benoemt de Bestendige Deputatie drie commissarissen en gelast zij dezen de geschillen op te lossen mits hare goedkeuring en behoudens beroep bij den Koning.

ART. 15.

De reglementen en besluiten der Stad Brussel en der bij haar grondgebied ingelijfde gemeenten blijven

veront, dans le territoire pour lequel ils avaient été édictés, leur force obligatoire jusqu'au jour de leur abrogation.

ART. 16.

Jusqu'au jour où ils seront unifiés, les services communaux de la ville de Bruxelles et des communes incorporées à son territoire conserveront leurs attributions sous la direction des autorités constituées par la présente loi.

Le régime financier des mêmes territoires sera maintenu jusqu'au jour où un budget unique sera arrêté et mis en vigueur pour la ville de Bruxelles.

L'unification des services communaux et celle des règlements et arrêtés, ainsi que l'unité budgétaire seront réalisées au plus tard le 31 décembre de l'année qui suivra celle de la mise en vigueur de la présente loi.

ART. 17.

Les règles spécifiées à l'article précédent seront appliquées aux administrations des hospices et des bureaux de bienfaisance.

La Commission unique prévue par l'article 12 sera nommée par le Conseil communal dans les trente jours de son installation. Jusqu'à ce moment, les administrations des hospices et des bureaux de bienfaisance de la Ville de Bruxelles et des communes incorporées au territoire de la Ville de Bruxelles resteront en fonctions pour les territoires respectifs auxquels s'étendait leur compétence.

verbindend in het grondgebied, waarvoor zij werden ingevoerd, zolang zij niet ingetrokken worden.

ART. 16.

De gemeentediensten der Stad Brussel en der bij haar grondgebied ingelijfde gemeenten behouden, zolang zij niet tot één dienst zijn samengesmolten, hunne bevoegdheden onder de leiding van de bij deze wet aangestelde overheden.

De financieele regeling, welke in dezelfde grondgebieden geldt, wordt gehandhaafd totdat slechts ééne begrooting voor de Stad Brussel wordt vastgesteld en in werking treedt.

De eenmaking van de gemeentediensten, van de reglementen en besluiten, alsmede van de begrotingen moet voltrokken zijn uiterlijk op 31 December van het jaar na dit, waarin deze wet in werking treedt.

ART. 17.

De in het vorig artikel omschreven regelen zijn van toepassing op de Besturen der Godshuizen en der Bureelen van Weldadigheid.

De enige Commissie, voorzien bij artikel 12, wordt door den Gemeenteraad benoemd binnen dertig dagen na zijne aanstelling. Intusschen blijven de Besturen der Godshuizen en der Bureelen van Weldadigheid van de Stad Brussel en van de gemeenten, bij het grondgebied der Stad Brussel ingelijfd, in bediening voor de onderscheidenlijke grondgebieden, waarvoor zij bevoegd waren.

En ce qui concerne les parties de territoire de Schaerbeek et de Molenbeek-Saint-Jean visées à l'article 1^{er}, les charges de l'assistance publique seront supportées, à partir de la mise en vigueur de la présente loi, par l'Administration des Hospices et de la bienfaisance de la ville de Bruxelles.

ART. 18.

Les secrétaires communaux des communes incorporées au territoire de la ville de Bruxelles pourront, à leur choix, à raison de la suppression de leur emploi, bénéficier des lois et règlements qui régissent leurs droits à une pension de retraite ou obtenir de la ville de Bruxelles un emploi équivalent, en ce qui regarde le traitement et les avantages y attachés, à celui qu'ils occupaient.

Dans ce dernier cas, ceux d'entre eux qui sont affiliés à la Caisse centrale de prévoyance des secrétaires communaux continueront à y participer.

La ville de Bruxelles accordera aux secrétaires communaux dont il est question ci-dessus, et qui auraient opté pour la mise à la retraite, un supplément de pension équivalent à la différence entre le taux de la pension de retraite qu'ils auraient obtenue à raison de la suppression de leur emploi et le montant de leur traitement au 1^{er} janvier de l'année de la promulgation de la présente loi.

ART. 19.

Les receveurs communaux et tous les membres du personnel des com-

Wat aangaat de bij artikel 1 bedoelde gedeelten van het grondgebied van Schaerbeek en van Sint-Jans-Molenbeek, worden de lasten van den openbaren onderstand gedragen, vanaf het in werking treden van deze wet, door het Bestuur der Godshuizen en der Weldadigheid van de stad Brussel.

ART. 18.

Wegens de afschaffing van hun ambt, kunnen de gemeentesecretarissen der gemeenten ingelijfd bij het grondgebied der stad Brussel, naar zij verkiezen, ofwel aanspraak maken op de wettén en reglementen, die hunne rechten op pensioen beheerschen, ofwel van de stad Brussel eene betrekking bekomen, welke, wat de daaraan verbonden jaarwedde en verdiensten betreft, gelijkstaat met het vroeger door hen bekleede ambt.

In dit laatste geval moeten diegenen onder hen, welke bij de Centrale Voorzorgskas der gemeentesecretarissen zijn aangesloten, daarin blijven bijdragen.

Aan bovengemelde gemeentesecretarissen, die mochten verkiezen op pensioen gesteld te worden, verleent de stad Brussel een aanvullend pensioen, hetwelk evenveel bedraagt als het verschil tusschen het bedrag van het pensioen, dat zij wegens de afschaffing van hun ambt zouden bekomen, en het bedrag hunner jaarwedde op den 1st Januari van het jaar, waarin deze wet wordt afgekondigd.

ART. 19.

De gemeenteontvangers en al de leden van het personeel der ge-

munes incorporées au territoire de la ville de Bruxelles, pourvus d'une nomination régulière, seront repris par la ville de Bruxelles et constitués en un cadre spécial pour chacune de ces anciennes communes et pour chaque catégorie d'emplois.

Ils jouiront des traitements et avantages qui leur étaient octroyés par les règlements existant dans ces communes au 1^{er} janvier de l'année de la promulgation de la présente loi. Ils conserveront, à titre personnel, leurs grades et qualités; ils pourront, au fur et à mesure que les circonstances le permettront, être incorporés dans les cadres de la ville de Bruxelles.

Les secrétaires communaux de ces communes, qui auront accepté un emploi de la ville de Bruxelles, seront, dans les mêmes conditions, versés dans le cadre spécial afférent à leur ancienne commune.

ART. 20.

Les secrétaires communaux des communes incorporées au territoire de la ville de Bruxelles qui auront accepté un emploi de la ville de Bruxelles et qui n'étaient pas affiliés à la Caisse centrale de prévoyance, les receveurs communaux et tous les membres du personnel repris qui n'étaient pas affiliés à un organisme spécial de retraite de l'État ou de la province, seront soumis aux règlements de la ville de Bruxelles en matière de retraite avec l'ancienneté résultant de leurs années de service dans leurs communes respectives.

meenten ingelijfd bij het grondgebied der stad Brussel, die behoort zijn benoemd, worden door de stad Brussel overgenomen en opgenomen in een bijzonder kader voor elke dezer vroegere gemeenten en voor elke soort betrekkingen.

Zij genieten de wedden en verdiensten, hun toegekend door de reglementen van kracht in die gemeenten op den 1^{en} Januari van het jaar, waarin deze wet word afgekondigd. Persoonlijk behouden zij hunne graden en hunne titels; zij kunnen, naarmate de omstandigheden het mogelijk maken, in de kaders der stad Brussel opgenomen worden.

De gemeentesecretarissen dier gemeenten, die eene betrekking hebben aanvaard van de stad Brussel, worden onder dezelfde voorwaarden opgenomen in het bijzonder kader betreffende hunne vroegere gemeente.

ART. 20.

Voor de gemeentesecretarissen der gemeenten ingelijfd bij het grondgebied der stad Brussel, die eene betrekking hebben aanvaard van de stad Brussel en bij de Centrale Voorzorgskas niet aangesloten waren, voor de gemeenteontvangers en voor al de leden van het overgenomen personeel die niet aangesloten waren bij een bijzonder pensioenfonds van Staat of Provincie, gelden de pensioenreglementen der stad Brussel met inachtneming van hun diensttijd, bepaald naar hunne dienstjaren in hunne respectieve gemeenten.

ART. 21.

Les membres du personnel des administrations des hospices et des bureaux de bienfaisance des communes incorporées au territoire de la ville de Bruxelles, pourvus d'une nomination régulière, seront repris par l'administration des hospices et secours de la ville de Bruxelles, d'après les règles et modalités prévues pour les fonctionnaires et employés communaux.

ART. 22.

Toutes les dispositions des lois en vigueur, en tant qu'elles ne sont pas en opposition avec la présente loi, restent applicables à la ville de Bruxelles.

ART. 23.

La présente loi entrera en vigueur le jour de sa promulgation.

ART. 24.

Les dispositions de l'article 2, alinéa 2, de l'article 4 en tant qu'il concerne l'élection des conseillers et de l'article 5, cesseront d'être en vigueur à l'expiration des pouvoirs du conseil communal élu lors du deuxième renouvellement qui aura suivi la promulgation de la présente loi.

Au cours de l'année 1926, le Gouvernement fera rapport aux Chambres sur l'application de la présente loi quant à la division de la ville de Bruxelles en deux districts au point de vue de l'élection des conseillers.

ART. 21.

De leden van het personeel der Besturen van de Godshuizen en Bureauen van Weldadigheid der bij het grondgebied der stad Brussel ingelijfde gemeenten, die behoorlijk zijn benoemd, worden door het Bestuur der Godshuizen en der Weldadigheid van de stad Brussel overgenomen naar de voorschriften en op de wijzen, die voor de gemeentebesturen en gemeentebedienden zijn voorzien.

ART. 22.

Al de bepalingen der van kracht zijnde wetten zijn, in zooverre zij niet met deze wet strijden, evenals vroeger van toepassing op de stad Brussel.

ART. 23.

Deze wet treedt in werking den dag waarop zij afgekondigd wordt.

ART. 24.

De bepalingen van artikel 2, lid 2, van artikel 4, in zooverre het de verkiezing der raadsleden betreft, en van artikel 5 houden op, van kracht te zijn na het verstrijken van den tijd, waarvoor de gemeenteraad, verkozen bij de tweede vernieuwing volgende op de afkondiging dezer wet, werd aangesteld.

In den loop van het jaar 1926 zal de Regeering aan de Kamers een verslag overleggen over de toepassing dezer wet betreffende de verdeling der stad Brussel in twee districten voor de verkiezing der raadsleden.